



Pandémie et philosophie politique

Par Marc Maesschalck
Professeur ordinaire (UCL), philosophie du
Droit Octobre 2020
30.419 signes

[Les intertitres sont de la rédaction]

Avant d'être économiques, éthiques ou strictement sanitaires, les enjeux des réactions provoquées par la pandémie à laquelle notre planète est confrontée sont d'abord politiques. Les systèmes de santé qui ont été mis en tension, la coordination entre les multiples niveaux de la gouvernance sanitaires, les plans d'urgence et de prévention qui ont ou auraient dû entrer en scène, tous ces éléments sont des constructions politiques, le fruit de mécanismes collectifs de décision, le bilan d'un ensemble de choix politiques. Mais il ne suffit pas de s'arrêter à l'audit d'un système après un choc grandeur nature, plus réel que tous les crash tests que l'on aurait pu imaginer. Notre intelligence collective en a aussi pris un coup. L'urgence, la panique aussi devant la sous-estimation des risques et l'impréparation a conduit à des mesures drastiques, inédites, qui ont rappelé les temps les plus sombres du XX^{ème} siècle. Quelque chose a basculé, que nous ne sommes pas encore en mesure de nommer, évidemment, que nous pressentons, mais qui a partie liée avec la mise en question des certitudes et l'obligation d'adopter d'autres usages, d'autres modes relationnels, d'autres habitudes de travailler, de vivre et même d'aimer ses proches (visiter ses parents, célébrer ses défunts, etc.).

Pour essayer de se repérer devant un tel basculement, il est utile de tenter *a minima* de mesurer le choc subi par nos évidences intellectuelles, et ceci d'abord dans le champ politique, car il est à la source de tous les moyens mis en œuvre, avec plus ou moins de bonheur, pour réagir au danger.

Marginaux de tous les pays,...

Dans les années 1980, les grands chantres de la démocratie libérale, Rawls et Habermas, ont axé toutes leurs théories sur la fonction délibérative de l'espace public. Un collègue, Grégory Baum,

parlait à cet égard de « monothéisme lockéen ». De fait, en modernisant l'idée de John Locke d'un processus de parlementation indéfinie, ces auteurs ont permis d'entrevoir une sortie des limites de la démocratie représentative. L'enjeu majeur de la démocratie procédurale et délibérative était de battre en brèche la capture du système représentatif par les groupes d'intérêts et le lobbyisme des acteurs majoritaires, au profit d'une éthique de l'argumentation visant à instaurer un monde commun plus juste en fonction d'intérêts universables. Il s'agissait, comme le suggéraient Thévenot et Boltanski, d'assurer la montée en puissance des régimes de justification pour valider leur traduction dans une Cité capable de dépasser les seuls intérêts marchands et domestiques au profit d'un ordre juste et durable pour tous. Pour alimenter cet espace de délibération le plus large possible, des auteurs comme Callon et Lascoumes ont préconisé la multiplication des négociations de second rang, l'implication des collectifs de la société civile, la forumisation de l'espace public.

On est ainsi parvenu, sur les traces de Robert Dahl et de Robert Goodin notamment, à l'idée d'une démocratie plus réflexive, voire plus inclusive, visant à toujours mieux structurer et susciter la participation. L'idée plus ancienne d'un capitalisme de concertation sociale était ainsi revue à la hausse, sortie du seul souci de la protection du plein-emploi et d'un monde structuré autour de la croissance et de la production, pour prendre en compte un maximum de points de vue, incorporer tous les riverains du système (humains et non-humains suivant l'intuition de Latour) et prendre en compte les situations de tous ceux qui étaient relégués au statut de d'externalités, tout ceci de façon à recréer une nouvelle conscience citoyenne.

La voie était dès lors ouverte pour une vision encore plus responsable de la participation face au grand défi climatique. Il ne suffisait plus d'activer la discussion indéfinie sur les intérêts économiques, mais d'échanger sur la possibilité de nouveaux modes de vie plus durables, plus écosolidaire. De la sobriété volontaire à la décroissance, de Gorz, Mongeau et Godbout à Latouche et Ariès, un chemin s'est tracé pour co-construire d'autres usages et d'autres rapports d'échange dans nos sociétés. Cela n'exigeait pas uniquement des structures de participation, mais aussi des actions de proximité, des solidarités de circuits courts capables de reconstruire concrètement de nouvelles formes d'usages des choses et d'envisager un autre rapport à la Terre-Mère. De la participation traduite en démocratie de proximité, on est ainsi passé au communalisme, à la recréation d'espaces libérés de l'emprise productiviste et consumériste, capables de retrouver un équilibre de vie qui n'hypothèque pas ses propres ressources et qui arrête de creuser sa dette à l'égard du futur de la planète. Des mouvements novateurs comme l'écoféminisme latino-américain (Walsh) et l'antidéveloppementalisme (Escobar) ont renforcé, par leur critique des schémas mentaux encore dominants (coloniaux et postcoloniaux), cette tendance à l'innovation participative.

Cette évolution de la pensée politique a aussi connu d'autres avatars dans la tradition occidentale de gauche, dite parfois post-marxiste. Cette orientation a surtout contribué à renforcer le sens et les conditions du schéma participatif, notamment grâce à une meilleure intelligence des ressources de la conflictualité et de la controverse sociale permanente, voire du sens primordial de l'adversité dans un espace publique pluraliste (Laclau et Mouffe). Elle a aussi attiré l'attention sur la nécessaire prise en compte de nouveaux droits et de nouvelles formes de vie, en particulier par rapport à la division des sexes et des genres (Butler). Elle a même abouti à rappeler aussi la nécessité d'une critique contre-hégémonique de la culture démocratique (Chomsky, Wallerstein) si l'on veut être en mesure d'agir face à l'émergence de nouvelles formes de violence produites par l'invisibilisation des souffrances, face à la non-reconnaissance des discriminations, voire au déni des ethnocides qui accompagnent nos systèmes hégémoniques. Face à la relégation de groupes entiers de population hors d'une vie en dignité (migrants, minorités ethniques mais aussi les déconnectés du système dominant : banlieues pauvres, régions en déshérence, etc.), conflictualité et dignité renforçaient encore la conviction que tout pouvait se jouer à partir de la multitude et de la puissance du commun (Hardt, Negri), peut-être même dans la production d'une nouvelle identité politique dans l'espace public réapproprié.

Un certain point de rupture semblait donc se profiler. Malgré toutes ces évolutions, malgré les appels à la proximité, au communalisme, à l'indignation et au « *podemos* » collectif, des blocages à tout changement de l'espace public ne persistaient-ils pas, même face à l'urgence écologique ? Et ne provenaient-ils pas toujours de l'ancrage représentatif du système contrôlé en fait par ses principaux actionnaires ? Toutes ces formes participatives et discursives qu'on ne cessait de revendiquer et d'ajouter face aux risques et aux besoins réels des populations risquaient de n'avoir, au bout du compte, qu'un faible impact face à la capture des mécanismes de décision par les intérêts dominants. Même s'il était question de délibération collective dans des agoras et des forums en tout genre, tous les mécanismes de discussion mis en place, tous les processus de « forumisation » visant une montée en généralité des attentes des publics concernés ne servaient qu'à de vastes campagnes de consultation dont les effets se perdaient ensuite dans les arcanes des jeux décisionnels contrôlés par les professionnels de la politique et les experts ou autres consultants/lobbyistes.

Sur le plan critique, le peu d'effet engendré par les mobilisations altermondialistes, ou par les occupations de l'espace public, voire par les tentatives plus radicales de zadisation des luttes, ont renforcé l'idée d'une profonde cassure sociale de l'espace public, voire d'un véritable mépris des masses, comme l'a exprimé à sa façon le vaste mouvement de contestation des gilets jaunes en France. Les représentants prétendument légitimes étaient-ils encore en mesure de représenter la masse des citoyens ? Pouvaient-ils encore prétendre à représenter les soucis et les attentes de leurs concitoyens, supposément leurs électeurs ? Ou bien n'utilisaient-ils leur délégation et leur mandat que pour assurer la reconduction du statu quo social ? Peut-être même fallait-il voir dans cette fracture sociale, moins un échec ou une impuissance qu'un choix stratégique inhérent à une micropolitique néolibérale. Celle-ci consisterait à bloquer le pouvoir des masses précarisées, d'une part, en cadenassant les inégalités sociales par en haut, grâce à un ordre fiscal favorable au grand capital et, d'autre part, en multipliant par en bas les fractures entre groupes sociaux mis en concurrence face à des mécanismes aléatoires de dépenses publiques de proximité. Cet Etat ingouvernable voulu par le néolibéralisme et la nouvelle gouvernance (Chamayou) a choisi à la fois de restreindre le pouvoir (par en haut) et d'étendre le gouvernement (par en bas).

Un front contre-hégémonique s'est ainsi constitué pour une révision de l'appareil décisionnel. A l'évidence, tout le système représentatif basé sur la construction de l'espace public et d'une raison commune de l'intérêt général avait atteint un point de saturation. Pour certains penseurs engagés, jusque récemment en février 2020, la véritable question n'était plus de savoir comment réformer notre système, mais comment en sortir et surtout en claquant la porte ! Il faudra peut-être « vivre sans » les institutions répressives du capitalisme moderne (Lordon) et accepter le risque d'une transition vers un autre modèle politique. D'aucuns ont d'ailleurs imaginé qu'en revenant à des formules de tirage au sort offrirait au plus grand nombre de meilleures garanties, tant la frustration accumulée était énorme. Rendre au citoyen l'espace public grâce à des assemblées tirées au sort, par un processus électif et aléatoire, permettrait d'échapper aux multiples biais de la corruption, de l'élitisme, du sexisme, voire du népotisme et de la gérontocratie (Van Reybrouck). Reconstruire les mécanismes d'exercice du pouvoir par un véritable partage des espaces de parlementation, tel était l'enjeu !

Vint la pandémie

Et le grand confinement est arrivé. D'une ampleur, d'ailleurs, que personne n'aurait pu imaginer en décembre 2019.

D'un coup de baguette (ou plutôt de massue), la pandémie a réglé le problème de l'occupation de l'espace public et de sa réappropriation. Elle a conduit à la fermeture de cet espace, rendu impossible toute agonistique sociale autre que virtuelle. La fermeture de l'espace public et la

restriction des libertés individuelles, toutes deux relayées par des procédures administratives expéditives et sans transparence, a restreint l'ordre politique à sa forme la plus contestée intellectuellement et socialement depuis quarante ans, à savoir la structure obsolète d'une démocratie de représentation et de surveillance.

Devant l'urgence, cette structure professionnalisée et même souvent devenue héréditaire dans nombre de cas, a eu recours aux subterfuges habituels pour légitimer sa force de décision : la cooptation et la technocratie. Des *task forces* ont été créées avec un pouvoir d'orientation des décisions, pouvoir qui dépasse de loin la simple consultation quand on se prononce sur des sujets que personne ne maîtrise. Avec quel contrôle démocratique ? Voire (on n'ose même plus le dire) avec quel contrôle éthique ? Celui exercé par des mandataires professionnels issus du sérail des partis et des groupes dominants, proches de tous les cercles lobbyistes défendant les groupes d'intérêt majoritaires. Pensons toutefois, dans cette situation, au sort réservé en toute impunité aux maisons de repos. D'où la question d'un contrôle éthique des décisions et pas uniquement des justifications en termes de triage que manipule la gestion de l'urgence avec ses fameux pronostics vitaux...

Suivant la tradition positiviste de Kelsen à Hart, la garantie du droit repose plus que jamais, du côté des gouvernés, sur l'obéissance de populations reconnues essentiellement en leur qualité d'assujettis à la loi. Enfreindre la règle (par exemple celle du confinement), c'est d'abord risquer de se faire punir. La population n'est au bout du compte qu'un troupeau obéissant qu'il faut garder et préserver en bonne santé. Aux gouvernants, cette solidarité intelligente qu'il convient d'appliquer pour que le système se conserve et reste crédible ! Nous avons assisté à un exercice de biopolitique à taille réelle. Le biopouvoir, comme l'appelait Michel Foucault, a capturé l'espace public. Il a remplacé l'ordre politique par un ordre sanitaire dont la fonction est de conserver la santé des forces productives, de les enfermer en télétravail pour mieux les redéployer demain. Les a-t-on, d'aventure, consultés et demandé leur avis ? Question impertinente et, surtout, inopportune !

Bien évidemment, on a fait la seule chose possible, celle qui s'imposait du point de vue d'une représentation totalement dépassée de la rationalité, à savoir l'acceptation d'un choix sous-optimal, révisable, supposé limiter les risques... Tous n'auront à terme qu'une seule défense possible : avoir pris les décisions nécessaires pour échapper au pire... Maîtrise du risque dans un environnement incertain, voire controversé, où les solutions optimales n'existent pas.

Ben tiens, comme par hasard.

Le retour du réel

Depuis le début des années 1980, un auteur comme Ulrich Beck n'a cessé d'avertir que nous étions entrés dans une société du risque et qu'avec elle, nous avions abandonné les modèles de références antérieures basés sur la protection et la sécurité sociales, puis sur l'assistance humanitaire. Pourtant, ce ne sont pas les risques nouveaux, de nature systémique et en même temps majeurs, qui ont manqué pour nous alarmer des limites de ce modèle, sur le plan sanitaire, depuis le SIDA, la vache folle, le confinement des poulets, en passant par les plans boursiers et sécuritaires, pour en arriver au plan climatique. La société du risque a tout fait pour imposer un modèle gestionnaire et assurantiel consistant à privatiser et individualiser les risques pour en faire des biens comme les autres, susceptibles de marchandisation et de spéculation, donc de profit. Ce que l'on ne pouvait pas maîtriser en le renvoyant à une puissance publique capable de garantir les risques de système, il fallait l'internaliser en le transformant en produit de sécurité pour des agents privés qui offriraient de nouvelles formes de protection et investiraient dans les performances de leur business. En anglais, si vous préférez et appliqué au risque pandémique, s'il vous plaît (!) « *create an innovative market for pandemic risk insurance* » (Brim et Wenham).

Il en a résulté notamment la déroute de la démocratie de surveillance abandonnée aux mains des firmes d'audit et des agences de notation, puis la spéculation sur les prêts immobiliers et leur titrisation abusive (*subprimes*). Il en a surtout résulté sur le plan intellectuel l'idée qu'en régime de risque, la précaution est plus efficace que la prévention et que, phrase-clé, « il faut apprendre à vivre avec les risques ». Le rendement d'une activité ne doit être freiné qu'en cas de danger avéré avec un maximum de réactivité. Dans le cas inverse, tant que le danger n'est pas avéré, des mesures incertaines de restriction ne font qu'engendrer des coûts inutiles et gaspiller des opportunités de croissance, en sapant la confiance nécessaire à ladite croissance. Jusqu'à un certain point, on pouvait se dire qu'on finirait ainsi par limiter les coûts de transaction engendrés par des institutions trop lourdes de surveillance. N'était-ce pas l'occasion de s'affranchir de l'idée moderne de la maîtrise et d'en finir avec la frontière entre humains et non-humains ? Bruno Latour, par exemple, nous explique, dans *Politiques de la nature*¹, qu'il ne faut pas agir dans l'idée (optimaliste) d'éliminer le prion, source exogène de la maladie de Creutzfeldt-Jakob dans sa forme infectieuse, mais qu'il faut apprendre à vivre avec ce genre de risques, propre notamment à la chaîne alimentaire. Il faut que la science parvienne à donner la parole à ces risques nouveaux, perturbateurs endocriniens, ondes électromagnétiques ou autres de manière à trouver la façon de « vivre avec ». N'est-ce pas ainsi, au bout du compte, que la crise sanitaire mondiale du sida a été gérée, comme les suivantes de sinistre mémoire du H5 N-1 jusqu'à Ebola ? Socialiser et internaliser les risques serait donc la seule voie ?

Certes, qu'il s'agisse de Latour, Callon, Beck, voire avant eux Giddens, ces auteurs avaient autre chose de plus subtil à l'esprit, impliquant notamment un autre rapport au monde et un autre rôle de l'expertise scientifique, de façon à « cosmo-politiser » les risques, donc à les rendre accessibles à la discussion de tous. Et de fait, en analysant ce basculement vers la marchandisation et la privatisation des risques, Beck a insisté sur les défauts de la socialisation marchande et apolitique des risques comme d'une affaire d'experts, sans construction collective d'une nouvelle conscience des risques et d'une capacité collective d'anticipation ou de préparation. Il a également mis en évidence l'absence criante sur le plan international d'une cosmopolitique du risque digne de ce nom. Les structures démocratiques n'ont ni suivi ni compris, dans le fond, cette évolution dangereuse de la technocratie qui exigeait moins une économie assurantielle des risques (comme on tente de nouveau de le faire avec l'environnement version COP 24 ou avec les *pandemic bonds* de la Banque Mondiale depuis 2017) qu'une intelligence démocratique des risques, seule capable d'affermir une véritable résilience collective. Mais pour réaliser ce changement d'approche, il faut sortir de la logique du biopouvoir gérant la santé de troupeaux de travailleurs que l'on parque en période de mauvais temps, pour ensuite les sortir sous bonne garde en période de pâturage...

Aujourd'hui, pourtant nous y voilà !

Un risque comme celui d'une pandémie demande d'autres approches, d'autres outils sur le plan de la décision politique. Nous restons dans notre réflexion au niveau de l'action publique et de sa philosophie politique. Il est certain que pendant des semaines, une tension des plus dangereuses s'est dessinée, en l'absence de plan sérieux de prévention, entre une volonté d'efficacité dans la communauté scientifique (parfois aux prises avec ses propres cloisonnements) et une exigence économique d'efficience, de limitation des coûts, de signaux envers le marché pour sauvegarder un minimum de confiance. L'effort sanitaire qui a été fourni a véritablement tenté de pallier les déficits structurels des politiques antérieures de santé publique, tout en essayant de résister aux inquiétudes légitimes engendrées par le confinement du côté de tous les acteurs économiques. Mais, en même temps cette tension *Health and Economics* a occupé tout l'espace public et repoussé à l'arrière-plan les autres questions, en les confinant avec les populations. Il en est allé ainsi des questions sociales

¹ Bruno Latour, *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, La Découverte, Paris, 2004.

et culturelles, politiques et éducatives : l'accès aux services, aux aides d'urgence, aux droits fondamentaux, etc. La fermeture de la « société ouverte », c'est non seulement la remise en cause du droit d'accès à toutes les libertés, mais plus radicalement encore la restriction du principe d'un accès égal pour tous à la politique (Balibar) et, donc un renforcement des inégalités. C'est pourquoi le choix plus général d'une stratégie réactive et assurantielle pour internaliser les coûts des risques globaux ne doit pas faire perdre de vue qu'il est précisément question de *stratégie*, de choix politique, et pas simplement de fatalité et d'impondérable. L'improvisation, c'est-dire, l'absence de prévention, est un défaut de politique de l'intérêt public, le défaut que n'ont cessé de dénoncer les mouvements environnementalistes et les mouvements récents de contestation sociale. Pour préserver les plus fragiles, les risques globaux, qu'on a parfois aussi dénommés « nouveaux risques » (Godard, Henry, Lagadec) demandent désormais de reconsidérer la prévention plutôt que la réactivité tardive valorisée par les systèmes d'alarme. Ils demandent également, en amont, que le sacrifice l'emporte sur l'envie, l'anticipation sur la spéculation et donc l'intérêt public sur les intérêts privés, si l'on veut mettre en balance efficacement la rentabilité et la soutenabilité. Nous avons peut-être respecté certains seuils de rentabilité de nos systèmes de santé, de notre système de protection et d'accueil des aînés, mais étaient-ils soutenables ? Les avons-nous vraiment envisagés du point de vue, pour reprendre un terme d'Esposito, d'une co-immunité ? C'est étonnant qu'on en soit rendu au point d'attendre d'un virus et de nos anticorps qu'ils s'occupent de notre immunité collective. Le propre d'une communauté politique est peut-être précisément, à travers les âges, de chercher la manière d'anticiper ensemble des formes de solidarité qui permettent de se donner un type d'immunité d'un autre ordre que simplement biopolitique ou sanitaire.

Mais un tel défi demande aujourd'hui cette politique de l'intérêt public dont nous semblons déjà totalement incapables face à la destruction qu'engendre le risque climatique. La question est celle de l'anticipation et de l'intelligence coopérative qu'elle exige. Sans plan de prévoyance à grande échelle, il est impossible de calibrer le rôle et le pouvoir de coopération de chacun dans un ordre de communication réellement démocratique, c'est-à-dire à la fois transparent, contrôlable et efficace. Une société à flux tendu, zéro stock, totalement dépendante sur les plans énergétique, alimentaire et, on s'en est rendu compte aujourd'hui, sanitaire ne peut assurer ses missions fondamentales, à commencer par celle de santé publique. La marchandisation à tout crin des systèmes de santé publique, passant notamment par l'enfermement du vieillissement, a constitué leur dangerosité, voire leur nuisance, pour des pans entiers de la population abandonnés à leur sort. Pendant ce temps, la Bourse peut continuer à vivre sa vie. On pourrait même avancer l'hypothèse que ce sont quand même les mesures de *prévention* prises pour préserver le système boursier suite aux crises de 2008 et de 2011 qui l'ont certainement mis en meilleure posture que les systèmes de santé et les humains face au Covid... Des mesures massives ont rapidement été prises et un rebond d'optimisme s'est rapidement dessiné devant les premiers semblants de relance économique ou les promesses ouvertes par le marché des futurs vaccins.

Mortifère

Malheureusement, les humains sont mortels. Allons-nous continuer en suivant le même ordre de priorités et en utilisant la même logique d'action, la même vision politique de l'avenir commun ? Au lieu d'un plan de relance économique qui répète les solutions passées malgré une situation nouvelle, à savoir un vaste saupoudrage économique ouvert à la compétition générale et donc à toutes les captures opportunistes possibles, n'avons-nous pas besoin d'un véritable *aggiornamento politique* ? N'est-il pas temps de tirer les leçons de nos erreurs, d'éviter de recourir aux mêmes mécanismes de compétition qui ont prévalu dans la recherche de masques et d'autres ressources sanitaires ? Quelle que soit sa légitimité dans nombre de situations, force est de reconnaître aussi l'illusion de la subsidiarité quand elle est confrontée à un danger majeur qui exige de coopérer verticalement et pas uniquement horizontalement. Sans un *aggiornamento* politique, les programmes de déconfinement économique se contenteront de répéter ce qui a déjà été fait par le

passé et viseront à rouvrir un maximum d'opportunités sans se prémunir de l'opportunisme et sans réévaluer les limites du modèle actuel d'interdépendance qui laissent les grandes questions d'intérêt public hors de portée de représentations totalement dépassées de la croissance et de la productivité sociale. Peut-on accorder sa confiance à un modèle qui considère le bonheur comme directement proportionnel à l'accroissement des échanges marchands, sans prise en compte des exigences de préservation non seulement de l'environnement, du climat et de l'égalité des chances, mais aussi, on s'en rend compte aujourd'hui, sans prise en compte fiable de la santé de tous ?

Il est évident que ceux qui nous ont menés politiquement dans cette impasse vont s'obstiner à vouloir maintenir le cap et à relancer la machine, de nouveau, au moindre coût à court terme, dans leur intérêt et celui du système qu'ils ont contribué à maintenir coûte que coûte. Freiner à l'extrême-limite et redémarrer prématurément, dans la pagaille.

Il leur faudra jouer au maximum la carte du déni et capitaliser en même temps sur les réflexes acquis dans l'économie d'un travail non choisi, avec des contraintes et des conditions non délibérées, en faisant fi des situations tellement inégales devant le tout à distance et le tout virtuel. Juger à distance, porter plainte à distance, enseigner à distance, travailler à distance, et pourquoi pas, comme certaines émissions l'ont suggéré, aimer à distance, chanter à distance, s'exercer à distance, etc. Cet exercice de biopolitique à taille réelle s'est aussi transformé en un immense réservoir expérimental, où tout est soumis, d'une part, au télécontrôle et, d'autre part, à des procédures supplétives, jamais testées, mais immédiatement appliquées pour garantir une pseudo-continuité administrative et exécutive. Le principe générique de contournement des instances régulières de débat et de négociations de second rang s'est imposé dans sa supposée fonctionnalité, pour garantir une forme de stabilité. On sait déjà que dans cette bulle virtuelle, les *hackers* s'en sont donné à cœur joie. Mais il faut aussi compter avec d'autres *hackers*, d'autres piratages, tous les effets d'aubaine qui se produisent lorsqu'on libère des budgets dans l'urgence et la panique.

Du point de vue d'une philosophie politique, le problème le plus fondamental est d'abord celui de l'évaluation de la **confiscation du lien social**. Une évaluation non technique et non sanitaire, mais plutôt et plus radicalement une *évaluation sociale*, doit en être proposée. Car un véritable traumatisme démocratique a été infligé et il risque autant le déni que le non-dit dans l'empressement économique de la « relance ». Pourtant, d'une manière violente et sans l'avoir vraiment vu venir, sans d'ailleurs la communication préalable adéquate et la préparation (tant de déclarations à l'emporte-pièce dont il faudra se souvenir), nous avons subi un choc social : suspension des procédures ordinaires de débat et de résistance dans l'espace public, reflux de l'ordre marchand et du travail dans l'espace privé, délitement du lien social et affectif, enfermement de populations fragiles sans moyen adéquat de protection, contrôle de la libre circulation des personnes, pendant que biens et capitaux continuaient leur valse, etc. On a parfois entendu parler de violences envers les femmes, de décrochage scolaire, de fracture numérique, de colis alimentaires, de déprime, de détresse ou de crise d'angoisses, de solitude et d'isolement, mais tous ces aspects réels étaient repoussés à l'arrière-plan par l'effort techno-scientifique pour endiguer le risque sanitaire.

Bombardés par les effets redondants de la communication de crise, nous avons appris à comptabiliser et à subir. L'absent c'était l'espace public, le réel de la majorité confinée, mise provisoirement entre parenthèses, les désaccords et les besoins non couverts, les violences cachées. L'espace est occupé par une mise en scène permanente : celle de la décision, celle du savoir, celle du patient (à l'hôpital ou confiné). **Nous sommes passés du combat pour une démocratie de citoyens à une démocratie de patients**, attendant recommandations et prescriptions, avertis du risque d'automédication et corrigés dans les écarts par rapport au traitement. Plus radicalement encore, ne faut-il pas, comme le recommande Paul Preciado, prendre conscience, d'une violence plus insidieuse encore, celle de la "télérépublique chez soi" : non seulement la maison, l'espace

intime est devenu le nouveau lieu de production capitaliste, mais ce dernier est parvenu à désactiver les luttes qui le contestent. Dans l'espace virtuel, contrôlé et aseptisé, la colère sociale doit trouver sur Twitter ou sur Change.org, etc. son lieu d'expression. Si nous ne parvenons pas à explorer ce traumatisme social et à identifier les risques encourus par notre idéal de vivre ensemble, nous ne parviendrons pas à mettre en place la structure d'anticipation nécessaire à la sauvegarde prochaine de notre existence démocratique.

Car une chose au moins doit être explorée. Ce n'est pas l'exception en soi ou les mesures d'urgence qui constituent une menace. Elles peuvent être des éléments d'une réponse cohérente et solidaire face à la menace. Demandez à ceux qui doivent intervenir en situation de catastrophe (tremblements de terre, épidémie, tsunami, cyclone, centrale nucléaire), si cela s'improvise. L'improvisation est un démultiplicateur : plus on improvise, plus il y a de victimes. Par contre, l'anticipation donne un tout autre tour à l'enclenchement des procédures d'urgence. Dans un plan d'ensemble, on peut fixer bien des éléments, matériels, économiques et humains, pour éviter le cas par cas et la confusion. Mais il ne s'agit pas de vendre un système expert pour gérer les crises. Il s'agit d'anticipation démocratique. Le fin mot des procédures d'exception et des pouvoirs spéciaux, c'est d'autoriser des substituts aux actes ordinaires (travailler, élire, soigner, enseigner), comme s'il s'agissait des mêmes actes, en faisant fi du malaise, des risques et des injustices qu'ils peuvent engendrer, donc sans la moindre veille sociale et au seul profit d'une solution technocratique. On crée ainsi une masse de victimes silencieuses, indirectes.

En l'état actuel, face au défaut d'anticipation, cette masse reste impossible à dénombrer et à qualifier (au-delà du décompte macabre de la létalité) et il faudra prendre collectivement le temps d'un jugement politique pour évaluer l'ampleur du trauma social. C'est la question cruciale qui est devant nous : celle de la réappropriation de l'espace public, du déconfinement de la vérité et de la justice, pour permettre un jugement politique du traumatisme social.